

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien,

Mesdames et messieurs les Officiers Permanents de Liaison

Mesdames et messieurs les représentants des Etats-membres, référents nationaux pour le projet GPS

Chers partenaires et collègues du secrétariat général de la COI et de l'assistance technique ECES/CFI,

Je voudrais tout d'abord vous remercier Monsieur le Secrétaire général, et à travers vous les équipes de la COI, pour l'organisation de ce Comité de Pilotage du projet « Gouvernance, Paix, Stabilité », que l'AFD a l'honneur d'accompagner à travers un financement de 8 millions d'Euros.

Je tiens à saluer en particulier les équipes recrutées spécialement pour ce projet autour de Monsieur le chargé de mission et qui font la qualité des événements, toujours marquants, du projet GPS.

Ce projet s'inscrit comme vous le savez autour d'un partenariat dense d'environ 8 projets représentant plus de 125 millions d'Euros d'engagements depuis 2007, sur des secteurs aussi structurants que la lutte contre le changement climatique, la santé épidémiologique, les ICC, et donc la gouvernance.

A l'échelle de l'existence de l'AFD qui a plus de 80 ans, la gouvernance est un mandat récent, fixé par le Gouvernement français en 2016. Il est pourtant déjà central pour l'Agence qui appuie ses partenaires dans l'atteinte des 17 Objectifs du Développement Durable, et plus précisément l'ODD n°16 visant à « *assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous* ».

Depuis 2016, ce sont donc plus de 200 projets représentant près de 5 milliards d'Euros mobilisés par l'AFD qui contribuent notamment au renforcement de la transparence et à la co-construction de politiques publiques citoyennes. GPS y

occupe une place singulière : il s'agit en effet du seul projet de cette envergure qui apporte un soutien financier substantiel à la coopération parlementaire et aux processus électoraux. C'est un projet précieux pour nous. Parce qu'il est unique, les enjeux autour de la communication sur ce projet sont forts.

A travers le projet GPS, dont le Secrétaire général ne manque jamais une occasion de valoriser les enjeux et la portée, l'AFD a l'honneur d'aider la COI à expérimenter et systématiser un cadre d'intervention qui lui assurera un ancrage de proximité et lui permettra de continuer à asseoir sa légitimité dans la région en contribuant techniquement à la concrétisation d'un mandat sur des sujets aussi politique que la paix et la stabilité.

Ce projet a ainsi pour finalité de renforcer les capacités des acteurs de la région impliqués dans la prévention et la médiation des crises ainsi que de lancer des initiatives de sensibilisation et de dialogue sur ces thèmes, ce qui passera aussi par le renforcement des capacités des médias et organes de gestion des élections, à l'inclusion et à la participation améliorée des femmes à la vie politique et publique, au renforcement de l'engagement de la jeunesse, à une collaboration renforcée entre acteurs au niveau de la COI pour des activités de plaidoyer sur des enjeux communs en matière de gouvernance démocratique, et enfin au renforcement des compétences du Secrétariat général de la COI.

Ce projet n'a cependant pas pour vocation d'appuyer les missions d'observations électorales qui sont déjà suivies par ailleurs par d'autres organes comme la SADC, l'Union Africaine, l'Union Européenne, entre autres. Il s'agit bien d'appuyer la COI et ses États membres au travers du renforcement des capacités, dans la prévention et la médiation de crises, dans la promotion et consolidation des processus électoraux et dans l'accompagnement de la COI pour la poursuite de son plaidoyer en vue d'une reconnaissance accrue de son rôle politique dans la région.

L'organisation de ce COPIL est donc une bonne occasion de réunir l'ensemble des parties prenantes autour de la table pour faire un premier état des lieux sur un premier accomplissement de ces objectifs. Et je pense pouvoir dire ici qu'il y a de quoi se féliciter collectivement des avancées connues et particulièrement visibles. Puisque nous sommes au lendemain de la journée internationale des droits des femmes je pense par exemple à l'évènement de redynamisation de la plateforme des femmes en politique de l'océan indien qui a eu lieu à Moroni le mois dernier et qui a trouvé un bel écho dans tous les médias de l'indianocéanie. Les dynamiques engagées et les premières activités développées en 2022, sur lesquelles vous aurez je pense l'occasion de revenir durant ces deux jours, montre déjà une visibilité forte de ce projet et une véritable adhésion qui traduit toute la conviction que vous y mettez. De là à dire qu'il s'agit d'un projet porteur d'une réelle force de transformation dans la région, je suis certaine qu'il ne s'agit que d'une question de temps et le COPIL est l'un des espaces de dialogue et de pilotage stratégique pour concrétiser la vision qui sous-tend le projet GPS et qui n'est autre que la vision développée par la COI d'une indianocéanie résiliente, stable et en paix.

Les relations régulières entre nos équipes respectives nous amènent le plus souvent à challenger le niveau d'exigence déjà élevé des équipes opérationnelles de la Commission, et parfois à focaliser notre attention sur des points souvent arides mais structurants pour la bonne conduite du projet. Et notamment le coût au regard des enjeux de pérennisation des activités. Ce projet nous oblige, collectivement, et certaines procédures qui nous tiennent nécessitent parfois de la créativité pour permettre au financement d'être dirigé vers les initiatives concrètes. Il me semble ainsi important de profiter de ce COPIL et de la présence des Etats-membres pour saluer chaleureusement la qualité du travail fourni par les équipes de la COI et de l'AFD, dans lesquelles j'inclus évidemment l'assistance technique internationale apportée par ECES/CFI.

Le COPIL est aussi l'occasion de se projeter sur la programmation de l'année 2023 qui est dense et présente de nombreux défis. Confiante de la dynamique générée par cette première année d'exécution, je suis certaine que l'ambiance qui nous anime collectivement autour de ce projet nous offrira encore de belles réussites sur 2023 : sur la mise en place des activités définies par le réseau

électoral de l'océan indien, de l'association des femmes en politique de l'océan indien, de l'association des parlementaires de la COI et de l'association des radios et télévisions de l'océan indien ; sur la mise en place des premiers appels à propositions pour soutenir des initiatives dans les différents champs d'intervention du projet, pour continuer à déployer un plan de formation des parties prenantes de la bonne gouvernance, à commencer par les médias. Enfin, compte-tenu de l'actualité électorale à venir en 2023 à Madagascar, en 2024 aux Comores et à Maurice, les enjeux électoraux de l'océan indien seront je l'imagine au cœur de certaines séquences d'échange de ce COPIL : je souhaite vivement que ce financement permette à la COI de trouver et construire sa juste place sur ces sujets.

Merci de votre attention et comme l'ont si bien souligné les artistes malgache Gad Bensalem et Poète rebelle lors du lancement du projet en : suivons le GPS !